

La première Jacquerie de la crise écologique

Dix ans après le début de la crise de 2008, l'explosion sociale survient avec une puissance qui interroge. On a affaire à du radicalement nouveau qui rompt avec tout ce que l'on a connu au XXe siècle en Europe... Quelque chose de plus ancien : la Jacquerie. Terme repris par Eric Zemmour. Non que je sois zemmourien, bien au contraire. Pourquoi une Jacquerie ? Si le terme a un sens péjoratif, en fait, avec le regard de l'histoire, la fièvre actuelle n'est pas sans rappeler la Grande Jacquerie de 1358, dans un contexte d'heures sombres, en pleine guerre de 100 ans, après la défaite de Poitiers et la perte de confiance des paysans envers leur noblesse, au moment de la Peste Noire. A ceci se surajoute des récoltes de mauvaise qualité sous un climat rude, en bref la paysannerie se serrait la ceinture quand la noblesse pillait et surtaxait les serfs et vilains. Prémices de la lutte des classes ? Conjoncture comparable face à la crise écologique qui ruine les sociétés industrielles ?

Ce mouvement peut choquer par les outrances et l'absence de discours structuré. Il faut plus s'attacher aux signes qu'aux grandes tirades de quelques porte-parole autoproclamé. Le malaise est palpable. La souffrance ne l'est pas moins. C'est une indignation sociale. Après dix années de lente macération, l'accumulation des coups finit par pousser hors de chez elle une multitude qui s'était tenue à l'écart du jeu politique. Chômage, précarité, baisse des revenus alors que les charges fixes ne cessent de croître ont eu raison de la résignation des plus prudents. Ils ont passé le cap en recourant à une forme d'action qu'ils dénonçaient hier : le blocage.

Mais un blocage qui n'a rien à voir avec les classiques mouvements sociaux. Tous les codes ont volé en éclats, emportés par une rage qu'atteste le maintien encore ce jour d'un nombre conséquent de rassemblements. Même si les participants sont moins nombreux, ce ne sont pas les soutiens politiques qui galvanisent le peuple du 17 novembre mais quelque chose d'autre. Quelque chose qui laisse penser que la vague n'est pas prête de retomber. Les réformes déjà annoncées (retraites, prélèvements à la source, etc.) par un gouvernement aux abois n'ont rien d'enthousiasmant. Ce sont bien des nuages noirs qui arrivent sur la France périphérique qui n'en peut mais...

Le paradoxe est que cela survient lorsque le pouvoir propose pour la première fois une mesure sensée : taxer l'essence à l'heure où la France ne tient ni ses objectifs de qualité de l'air ni ses objectifs climatiques. Un gouvernement qui ose aborder la question épineuse du financement de la transition énergétique. Transition que bien évidemment aucune entreprise ne veut financer.

Là se niche le problème. On en peut pas comprendre ce qui se passe sans avoir en tête que la crise écologique ne se mesure pas qu'en tonnes de CO2 ou en millions d'hectares artificialisés. Cette crise a des conséquences sociales et économiques. Elle a entraîné une baisse tendancielle des profits et fait plonger des sociétés qui n'ont pas accès directement à des ressources de plus en plus rares. La casse des services publics et la liquidation des droits sociaux ont servi d'expédients. La crise écologique éclate aujourd'hui à la face de tous, pauvres et puissants.

La multitude du 17 novembre, tels les Jacques des campagnes du XIVe siècle, prend cette crise de plein fouet alors que les protections des 30 Glorieuses ont disparu. Faute d'avoir été entendue, elle s'empare de l'espace public. Mieux vaut cela que de porter au pouvoir un Trump ou un Bolsonaro. Et ce n'est pas un mouvement conjoncturel, mais bien structurel. Les Gilets jaunes éclairent le crépuscule de la société industrielle fondée sur croissance et confort bourgeois.

La réponse ne peut tenir dans un simple appel au financement d'une transition écologique qui s'impose. Ce sont des mesures d'une toute autre ampleur, pour "donner" du pouvoir d'achat, pour permettre aux gens de retrouver une dignité ôtée par 40 ans de libéralisme.

Cela ne se fera pas sans grincements de dents car il va falloir désapprendre. Désapprendre la voiture individuelle, désapprendre la grande distribution, désapprendre à vivre séparé d'une nature qui est notre ultime alliée face à la catastrophe construite par l'économie ultra-libérale. Face au vertige d'une décroissance subie, l'issue n'est-elle pas d'avancer vers une décroissance choisie ?

Bruno Bourgeon